

Le plan Marshall et la création de l'OECE

Source: CVCE. European Navigator. Étienne Deschamps.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_plan_marshall_et_la_creation_de_l_oece-fr-7cbc25dd-0c8d-49b1-924c-53edb2a59248.html

Date de dernière mise à jour: 11/05/2021



Le plan Marshall et la création de l'OECE

A la fin de la guerre, l'Organisation des Nations unies (ONU), dont la Charte fondatrice est signée à San Francisco en juin 1945, fournit diverses aides aux pays européens détruits. L'Europe est en effet confrontée à de graves pénuries alimentaires et doit maintenir des systèmes de rationnement. Elle est également en manque de dollars, ce qui limite fortement ses importations en produits d'équipement civil et militaire. L'Administration des Nations unies pour les secours et la reconstruction, l'*United Nations Relief and Rehabilitation Agency* (UNRRA), créée dès novembre 1943, apporte des aides individuelles d'urgence aux États européens, notamment sur le plan humanitaire.

Mais cette action reste ponctuelle et s'avère insuffisante pour relancer efficacement l'économie de l'ensemble de ces pays. Les échanges commerciaux intereuropéens sont en effet ralentis par le manque de devises et souffrent de l'absence d'une organisation économique internationale capable d'organiser efficacement le commerce mondial. Les États-Unis, qui ont le plus grand intérêt à favoriser ces échanges pour gonfler leurs exportations, envisagent dès lors de relever l'économie européenne via un programme structurel d'envergure. Pour les USA, il s'agit en effet de protéger la prospérité américaine et d'éloigner le spectre de la surproduction nationale. Mais la volonté des États-Unis d'accorder une aide économique massive à l'Europe trouve également son origine dans des préoccupations politiques. La peur de l'expansion communiste en Europe occidentale dans un climat de Guerre froide est sans doute un facteur décisif tout aussi important que la conquête de marchés nouveaux. Les Américains proposent donc de lutter contre la misère et la faim en Europe qui, selon eux, entretiennent le communisme. Le plan Marshall s'inscrit dans la politique américaine d'endiguement - de *containment* tel que le président américain Truman l'expose dans un discours au Congrès américain des États-Unis le 12 mars 1947 - de la poussée réelle ou supposée du communisme en Europe.

Dans un discours qu'il prononce le 5 juin 1947 à l'université Harvard de Cambridge (Massachusetts), le secrétaire d'État américain, George C. Marshall, propose à tous les pays d'Europe une assistance économique et financière conditionnée par une coopération européenne plus étroite. C'est le Plan Marshall ou le *European Recovery Program* (ERP). Très intéressées, la France et la Grande-Bretagne convoquent trois semaines plus tard à Paris une conférence à laquelle ils convient aussi l'URSS dans le but d'élaborer un programme commun en réponse à l'offre du général Marshall. Mais Viatcheslav Molotov, ministre russe des Affaires étrangères, refuse catégoriquement le moindre contrôle international et s'oppose au relèvement économique de l'Allemagne. L'Union soviétique rejette définitivement l'offre Marshall et dissuade ses pays satellites et la Finlande voisine de solliciter l'aide américaine. Ce refus approfondit la coupure entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. En réaction au programme Marshall, l'URSS institue, en janvier 1949, une coopération économique avec les pays du bloc soviétique dans le cadre du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM ou Comecon).

Finalement, seize pays s'empressent d'accepter le plan Marshall : Autriche, Belgique, Danemark (avec les îles Féroé et le Groenland), France, Grèce, Irlande, Islande, Italie (et San Marin), Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal (avec Madère et les Açores), Royaume-Uni, Suède, Suisse (avec le Liechtenstein) et Turquie. Ils mettent immédiatement sur pied un Comité de coopération économique européenne (CCEE) qui dresse un rapport fixant les tâches prioritaires de l'économie européenne. Mais les Américains exigent que ces pays assurent eux-mêmes la gestion et la redistribution des fonds. Le CCEE prévoit alors la création d'un organisme permanent de coopération. Le 16 avril 1948, les seize pays signent à Paris la Convention qui y établit l'Organisation européenne de coopération économique (OECE). L'Allemagne de l'Ouest et le territoire de Trieste les rejoignent en 1949. Les colonies et les territoires extraeuropéens des pays de l'OECE y sont représentés par les métropoles et les États-Unis et le Canada, bien qu'ils ne soient pas membres de l'Organisation, participent aussi à tous ses travaux. L'OECE est donc, *de facto*, une organisation à vocation mondiale. En 1960, après l'adhésion effective des États-Unis et du Canada, elle devient d'ailleurs l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) qui connaît par la suite de nouveaux élargissements.

Les États-Unis adoptent en avril 1948 une loi d'assistance étrangère qui crée l'Administration de coopération économique, l'*Economic Cooperation Administration* (ECA) qui gère le plan Marshall. Ils décident d'envoyer un représentant permanent en Europe et d'établir des missions spéciales auprès de chacun des pays

bénéficiaires. Des accords bilatéraux sont passés entre chaque pays et les États-Unis.

Le programme de relèvement européen se répartit à la fois en subsides et en prêts pour un montant global d'environ 13 milliards de dollars distribués entre avril 1948 et juin 1951. Au-delà des investissements de modernisation, l'aide américaine est avant tout utilisée pour acheter les marchandises indispensables aux économies européennes : produits alimentaires et agricoles, matières premières, outillages et équipements industriels. Les États-Unis affectent également des dollars au développement de la production de matériaux stratégiques dans les colonies européennes où les Américains veulent barrer la route au communisme. En octobre 1948, l'OECE met d'ailleurs sur pied un Comité des territoires d'outre-mer (CTO) qui, à travers un fonds spécial TOM, incite les pays européens à coopérer avec les États-Unis pour le développement de l'Afrique.

L'importance politique du plan Marshall ne doit pas être sous-estimée. Par ce soutien, le président américain Harry Truman veut aider les peuples libres d'Europe à résoudre leurs problèmes économiques. Mais il s'agit aussi de faire barrage au communisme qui semble menacer des pays tels que la France et l'Italie. Cette stratégie se révèle payante puisqu'aux élections d'avril 1948, la Démocratie chrétienne l'emporte nettement sur le parti communiste italien jusque-là si influent. Le plan Marshall s'accompagne d'ailleurs d'une intense propagande. C'est ainsi qu'un "train pour l'Europe", rempli de vivres et de denrées alimentaires, sillonne les pays bénéficiaires pour y exposer les projets entrepris et les résultats engrangés. La presse et les médias audiovisuels sont également mis à contribution. Car le plan de relèvement européen est bien une arme de la Guerre froide. Mais le plan Marshall marque aussi l'entrée de l'Europe occidentale dans la société de consommation, symbolisée, par exemple, par le Coca Cola et les films hollywoodiens. Dès 1948, l'OECE négocie un accord multilatéral de paiements intereuropéens suivi, en 1949, d'un code de libération des échanges. De juillet 1950 à décembre 1958, une Union européenne des paiements (UEP) rétablit la convertibilité des monnaies européennes et lève les restrictions quantitatives des échanges. L'OECE favorise également la productivité économique en Europe via l'Agence européenne de productivité qu'elle institue en 1953 pour étudier et diffuser les nouvelles avancées techniques applicables au secteur industriel. En rassemblant initialement les pays démocratiques européens dotés d'une économie de marché, l'OECE constitue une première étape importante sur la voie de l'unification européenne. Elle demeure toutefois un organe de coopération intergouvernementale qui ne parvient pas à créer une union douanière.